

AGRICOLE

NATIONALISATION DU LYCÉE HORTICOLE DU GRAND BLOTTEREAU À NANTES 10 ANS DÉJÀ !



Thierry Jacob, DS CGT qui deviendra Secrétaire général de la CGT Agricole Enseignement Public

Le 15 octobre dernier a été célébré à Nantes les 10 ans de la nationalisation du lycée sous contrat avec l'État du Grand Blottereau et de sa fusion avec le lycée publique Jules Rieffel de Saint Herblain afin de former ce qui allait devenir le Campus Nantes Terre Atlantique.

Ce résultat fut le travail d'un long processus de 6 ans. Il a fallu effectuer un travail de réseaux, tant syndical, politique, qu'interpersonnels (notamment à l'époque, avec Jean Marie Le Boiteux, Secrétaire général du SNETAP FSU et Philippe Legrand, Secrétaire général de la CGT enseignement privé). Que de mails, de dossiers, de courriers, de comptes-rendus de toute sorte !

Ce fut pour la bonne cause : intégrer un établissement privé laïc dans l'enseignement agricole public avec fonctionnarisation de personnels et sur place.

Dès 2008, la CGT enseignement privé au Grand Blottereau s'inquiète du devenir de l'établissement et phosphore afin de ne pas se faire avaler par l'enseignement catholique qui regarde avec avidité les moyens du lycée (BTS, Bac Pro). Une inter-syndicale voit le jour avec les Camarades du SNETAP-FSU présents à Jules Rieffel.

Un audit est réalisé par l'administration sur la faisabilité d'un rapprochement.

A partir de 2010, nous allons à la rencontre des collectivités locales (Région, département et ville de Nantes) pour les convaincre du bienfait de ce projet. Nous réussissons à rallier l'ensemble des députés et sénateurs de Loire Atlantique. Le

changement politique en 2012 permettra d'accélérer le projet, d'autant plus que c'est le maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault qui deviendra alors chef du gouvernement. A la rentrée scolaire de septembre 2014, le lycée était enfin nationalisé.

Quels ont été les freins, les questions à résoudre ?

Nous avons connu bien des freins pour arriver à cette fusion. A commencer par le ministère.

Le refus du ministre de l'Agriculture de l'époque, Bruno Le Maire, pour la demande d'une dotation exceptionnelle. Il ne fallait pas froisser l'enseignement privé.

Cet enseignement privé qui a mis toutes ses forces dans la balance pour faire capoter cette nationalisation et récupérer les filières.

D'autres organisations syndicales, certaines ayant abandonné le combat d'un service d'éducation publique, ont œuvré en coulisse pour saper ce projet.

Il ne faut pas non plus occulter des difficultés en interne. Dans notre organisation, des Camarades et pas des moindres ne nous ont pas toujours aidés, arguant du principe que nous n'y arriverions pas et que, par la même, nous utilisions des moyens du syndicat à perte. On retrouve ici les oppositions classiques des lectures syndicales offensives ou défensives.

Qu'importe : nous n'avons jamais lâché !

« Ils ne savaient pas que c'était impossible, alors ils l'ont fait » - Marc Twain

■ Académie de Nantes



De Gauche à Droite : Thierry Jacob (CGT), Gérard Richard (FSU), Valérie Dinel-Breton Lepage (Directrice de l'EPLEFPA Nantes Terre Atlantique), Jean-Marc Ayrault (1^{er} Ministre), Philippe Legrand (CGT)